



Commission consultative de
L'école inclusive
DIP
Rue de l'Hôtel-de-Ville 6
Case postale 3925
1211 Genève

N^oréf. : DCL/nma

Genève, le 21 janvier 2021

Rapport d'activité législature 2018-2023
2^{ème} année
(1^{er} décembre 2019 - 30 novembre 2020)

I. Bases légales de la commission

- Article 1, alinéa 1, de la loi sur les commissions officielles, du 18 septembre 2009 (LCOF; A 2 20);
- Article 3, lettre a, du règlement sur les commissions officielles, du 10 mars 2010 (RCOF; A 2 20.01);
- Article 9 de la loi sur l'instruction publique, du 17 septembre 2015 (LIP, C 1 10);
- Article 1 à 4 du règlement d'application de certaines dispositions de la loi sur l'instruction publique, du 12 janvier 2011 (RIP, C 1 10.03).

II. Compétences légales de la commission

La commission consultative de l'école inclusive a pour tâche de se positionner sur le système inclusif mis en œuvre au sein du département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP).

Dans ce cadre, elle est chargée:

- a) De fournir des préavis au département en matière d'école inclusive;
- b) D'étudier ou de proposer au département toute mesure de nature à favoriser l'école inclusive;
- c) De veiller à la coordination des efforts fournis en la matière.

III. Activités de la commission

L'école inclusive vise à offrir à chaque enfant et jeune la qualité d'encadrement et les moyens pédagogiques permettant son développement, quels que soient ses besoins, son talent, son origine, son handicap et ses conditions de vie économiques et sociales. Il s'agit d'offrir à

chaque élève une éducation de qualité, de maximiser le potentiel de chacun et d'assurer un climat scolaire non discriminant.

Le canton de Genève a entamé le chemin vers une école plus inclusive à la fin du 19^{ème} siècle déjà. Ce mouvement s'est poursuivi et renforcé durant le dernier quart de siècle, avec la mise en place de divers dispositifs et expériences favorisant l'intégration scolaire. Il s'agit désormais de poursuivre ce mouvement en développant et en promouvant, à court, moyen et long terme, des dispositifs inclusifs.

Le DIP ne peut et ne doit pas s'atteler à la mise en œuvre de ce nouveau paradigme de manière isolée. Suite à la refonte de la loi sur l'instruction publique (LIP) et l'abrogation consécutive de la LIJBEP en 2015, la commission consultative de l'intégration des enfants ou jeunes à besoins éducatifs particuliers ou handicapés a été appelée à se modifier, en parallèle de l'évolution de l'école inclusive portée par le département. Après avoir fonctionné sous une forme transitoire pendant près d'une année, la commission a ouvert une nouvelle étape de son histoire en 2017, en devenant la commission consultative de l'école inclusive, sise au sein du règlement d'application de l'instruction publique (RIP), conformément à la lettre et à l'esprit de la nouvelle Loi sur l'instruction publique (LIP).

La commission consultative de l'école inclusive a été nommée par Arrêté du Conseil d'Etat du 21 décembre 2016. Réunissant des représentant-e-s des milieux et associations partenaires en ce domaine, cette instance est appelée à devenir le lieu privilégié de consultation de l'ensemble des partenaires du département en matière d'école inclusive.

La commission consultative de l'école inclusive qui avait ainsi débuté ses travaux à l'automne 2015 sous une forme et dans une composition transitoire, a réfléchi et déterminé sa feuille de route, ses modalités de travail et son calendrier pour la période de janvier 2017-novembre 2018.

Le 12 décembre 2018, la commission a procédé au renouvellement de ses membres pour la législature 2018-2023. La présidence de la commission a été reprise par Mme Dominique Chautems Leurs, secrétaire générale de l'association Astural. A ce jour, seule une représentante des associations de parents d'élèves de l'enseignement secondaire II a un siège vacant.

La commission s'est réunie en séance plénière à 3 reprises, soit les 3 février 2020, 22 juin 2020 et 14 septembre 2020. La séance prévue le 16 novembre 2020 a dû être annulée au vu de la situation sanitaire particulière liée au COVID. Ces séances, qui réunissent l'ensemble des membres de la commission, ont abordé les points suivants:

- **Problématique, attentes et besoins relatifs à la migration:** En vue de traiter dans la commission, la question de l'inclusion scolaire sous l'axe de la migration, il a été demandé à 2 commissaires représentantes du domaine de l'asile et de l'accueil des jeunes migrants un état de la situation de l'intégration de ces enfants dans l'école et la formation le 16 septembre 2019. A l'issue de cette présentation il a été évoqué l'idée de mettre en place un sous-groupe de travail qui puisse se saisir de la problématique. Pour étayer les premières présentations faites, l'année 2020 a été consacrée pour la majorité de ses séances à étayer les connaissances des commissaires sur la question de la migration au sein du DIP. Les éléments présentés concernent:

- Un rappel historique des dispositifs d'accueil des élèves migrants.

- La présentation des dispositifs actuels à l'EO et l'ESII.
- Une étude statistique sur les nouveaux dispositifs d'accueil pour les élèves primo-arrivants allophones menée par le SRED.

Suite aux questions soulevées par les commissaires, une dernière séance de présentation est prévue pour la première séance de 2021.

- **Impact des modalités scolaires mises en places pendant la 1^è vague COVID:**
 - Suite au confinement mis en place au mois de mars 2021, un point de situation a été présenté sur les mesures mises en place par le DIP auprès des élèves concernés par l'école inclusive afin de réfléchir à des pistes d'amélioration.
 - Lors de cette année, des commissaires se sont inquiétés des ressources non allouées aux besoins de l'école ordinaire et de l'impact de ces restrictions sur les mesures de l'école inclusive

- **Point de situation FO18 :**
 - Un point de situation sur l'avancement du projet FO18 a été présenté

IV. Secrétariat de la commission

Le secrétariat de la commission est assuré et financé par le Secrétariat général du DIP. Il effectue les missions suivantes :

- Planifier, organiser et assurer le suivi des séances de la commission, en accord avec sa présidente et ses commissaires ;
- Rédiger le procès-verbal des séances ;
- Gérer la plateforme de partage d'informations et de documents ;
- Produire divers documents à la demande de la présidence de la commission ;
- Mettre à disposition des commissaires des documents à la demande de la présidence de la commission ;
- Assurer la gestion administrative de la rémunération des commissaires ;
- Répondre aux sollicitations des commissaires, cas échéant en coordination avec la présidence de la commission.

V. Frais de la commission

A. Jetons de présence pour tâches ordinaires (art. 24 RCOf)

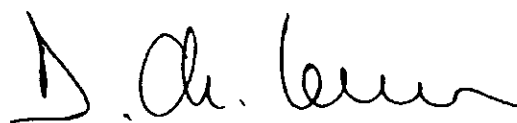
Les commissaires ont été rémunérés pour les séances de la commission de la période allant du 1^{er} décembre 2019 au 30 novembre 2020, conformément à l'article 24, alinéa 2 du Règlement sur les commissions officielles (RCOf ; A 2 20.01).

B. Jetons de présence pour tâches extraordinaires (art. 25 RCOf)

Aucun jeton de présence n'a été versé.

C. Remboursement de frais (art. 28 RCOf)

Aucun remboursement de frais n'a été versés.



Dominique Chautems Leurs
Présidente de la commission
consultative de l'école inclusive

Service adm CE (CHA)

De: CE (DIP)
Envoyé: vendredi 12 février 2021 14:20
À: Service adm CE (CHA)
Cc: Maturana Norie (DIP); Renevey Fry Chantal (DIP)
Objet: Dépôt CE 24.02.2021_pt 5_Rapport d'activité 134_2ème année
Pièces jointes: Rapport commission EI 2020.pdf

Indicateur de suivi: Assurer un suivi
État de l'indicateur: Avec indicateur

Bonjour à Toutes et Tous,

En vue de la séance du 24 février 2021, je vous transmets un sous-objet, point 5 : rapport d'activité – 2^{ème} année – pour la commission de l'Ecole inclusive (Z134)

Je vous remercie de votre collaboration et vous adresse mes très cordiaux messages,

Sylvia PFEIFFER
Adjointe à la secrétaire générale
Responsable des dossiers Conseil d'Etat et Grand Conseil

REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE
Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP)
Secrétariat général
Case postale 3945 · 1211 Genève 3
Tél. +41(0)22.546.69.12 · Fax. +41(0)22.546.69.49
sylviafrancoise.pfeiffer@etat.ge.ch
Code d'acheminement interne : A104ER/S
COVID19 Ecoles, formations et jeunesse

